

# ADP: le million de signatures (p. 4)

# COMMUNISTES

## Retraite

## Une autre réforme est possible (p. 3)

## Ce mercredi Meeting à St-Denis (93)



## Vidéo

**Question à Edouard Philippe à propos des retraites.**  
**Fabien Roussel**

L'AIR DU TEMPS

## 17 milliards

**O**n me dira, ça n'a rien à voir ! Et on aura raison. N'empêche : la semaine où Macron et sa bande nous serinent sur un « déficit » des retraites qui serait de 17 milliards d'euros, on apprend que Bernard Arnault, PDG de LVMH, s'offre le joaillier américain Tiffany pour 17 milliards de dollars. Alors, ça n'a peut-être rien à voir, mais y a tout de même un truc qui cloche quelque part, non ? 🌟

Gérard Streiff

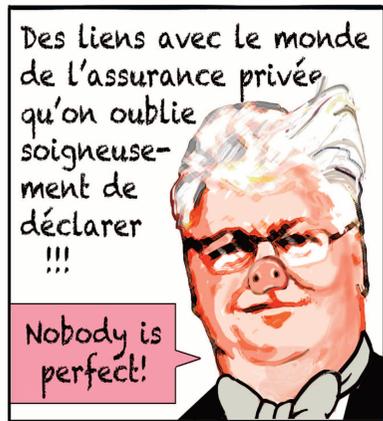
## SOUSCRIPTION 2019 (cliquez)

Je verse : ..... €

***"En pleine bataille des retraites  
donner les moyens au PCF d'intervenir"***

Chèque à l'ordre de "ANF PCF" : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

## BALANCE TON DELEVOYE!



CM 10/12/2019

## AGENDA MILITANT

Tous les mardis c'est l'Université permanente. Programme sur [luniversitepermanente](http://luniversitepermanente)

**Jusqu'au 30 décembre / Première urgence internationale présente une exposition bande dessinée. "On va s'arranger : Refuge au pays du cèdre" raconte le quotidien des populations du Liban, scénarisé et illustré par deux célèbres auteurs de BD : Wilfrid Lupano et Pozla. L'exposition est accueillie au sein de l'Espace Oscar Niemeyer, 2 place du Colonel-Fabien, Paris 19<sup>e</sup>**

**11-18 décembre** : Bus ADP dans les villes du Val-de-Marne (94)

**11 décembre 12 h** : RDV au RER de #Bagneux pour être aux côtés de Marie-Hélène Amiable pour soutenir l'arrêté anti-pesticide de la ville attaqué au Tribunal (92)

**11 décembre 18 h 30** : Atelier du projet, à l'auberge de jeunesse, Morlaix (29)

**11 décembre 18 h 30** : Municipales, synthèse des ateliers et stand ADP, espace des Grésillons, Gennevilliers (92)

**11 décembre 19 h** : Évènement, MEETING-TRAITE, Bourse du travail de Saint-Denis (93)

**11 décembre 19 h** : Atelier du Projet à Paul Vailant-Couturier, Bagneux (92)

**11 décembre 19 h** : 40 mesures d'urgence pour les hôpitaux et Ehpad, 2 rue Robespierre, Ivry-sur-Seine (94)

**11 décembre 19 h** : Rencontre publique Chaprais, Centre Pierre Mendès-France, Besançon (25)

**11 décembre 19 h** : Parlons retraite, rue de Saint-André-d'Ornay, La Roche-sur-Yon (85)

**11 décembre 20 h** : Réunion publique, salle Petit Poutyl, Olivet (45)

**11, 12, 13, 14 décembre** : La 12<sup>e</sup> édition des journées « Actualité de Marx et nouvelles pensées critiques » aura lieu à l'université de Bordeaux & Sciences Po, Bordeaux (33)

**12 décembre 10h-19 h** : ADP-thon, Bourse du travail, Alès (30)

**12 décembre 18 h 30** : Soirée festive pour écrire ensemble notre programme, gymnase El-Ouafi, La Courneuve (93)

**12 décembre 18 h 30** : Rencontre centre-ville, 8 rue Du Corbillon, Saint-Denis (93)

**13-15 décembre** : Congrès du Parti de la gauche européenne organisé à Malaga (Espagne)

**13 décembre 14 h-18 h** : Assises pour la liberté de la presse et des médias organisées par le député Pierre Dharréville, à l'Assemblée nationale

**13 décembre 18 h** : Remise des lots de tombola, café d'Yzatis, Moulins (03)

**13 décembre 18 h 30** : Rassembler Bobigny, salle Maurice-Nilès (93)

**13 décembre 18 h 30** : Atelier du Projet, 5 rue Pierre-Bachelet, Divion (62)

**13 décembre 19 h** : Green New Deal, rencontre avec Théa Riofranco et Kate Aronoff, (UEC-Espace Marx), 9 rue de la Chaise, Paris 7<sup>e</sup>

**13 décembre 19 h** : Apéro-concert pour l'Humanité, Le relais de Belleville, Paris 20<sup>e</sup>

**13 décembre 20 h** : Concert de solidarité/Block Party, JC94, Le Portail, 77 avenue de Paris, Villejuif (94)

**13 décembre 20 h** : Concert Noël solidaire : Pas un enfant sans cadeau ! Salle des Villes Moisan, Ploufragan (JC22)

**14 décembre** : Table ADP, marché de Noël, Echirrolles (38)

**14 décembre** : Mery ChristMarx, ADP, place Voltaire, Arles (13)

**14 décembre 9 h 30** : "Tour d'Isère", Maison du Rugby, Montbonnot, Saint-Martin (38)

**14 décembre 9 h 30** : Atelier citoyen, 30 av de Newburn, Choisy-le-Roi (94)

**14 décembre 9 h 30** : Grand labo citoyen, à la Marbrerie, Montreuil (93)

**14 décembre 10 h** : On signe pour ADP, marchés Ussel, Brive, Égletons, Neuvic (19)

**14 décembre 10 h** : On signe pour ADP, marché de Périgueux (24)

**14 décembre 10 h** : Avec ATTAC sur ADP, marché de Vienne (38)

**14 décembre 10 h** : Atelier débat "La retraite c'est révolutionnaire", 160 avenue Wilson, Carpentras (84)

**14 décembre 11 h** : Montluçon en commun, salle de la cuisine centrale, Montluçon (03)

**14 décembre 11 h** : Votez Noisy, rue Bouquet, Noisy-le-Sec (93)

**14 décembre 13 h 30-17 h 30** : ADP-thon, square de la République (rue Magenta), Poitiers (84)

**14 décembre 14 h-18 h** : ADP-thon, Fontaine des Innocents, Paris

**14 décembre 14 h** : Acte 57, Direction Roissy pour sauver le RIP (93)

**14 décembre** : Grand labo citoyen, Montreuil (93)

**14 décembre 17 h** : Atelier du projet, salle inter-générationnelle, Fleury-Mérogis (91)

**14 décembre 19 h** : Rencontre avec Louis Aragon, avec Bernard Vasseur, Salle des Associations, rue de Chaudy, Darvois (45)

**14 décembre 19 h** : Soirée Marx, Noël JC-UEC (espace ADP), 20 rue Émile-Gueymard, Grenoble (38)

**14-15 décembre** : À la Saint-Nicolas, contre la privatisation d'ADP tu participeras, Metz et le département (57)

**15 décembre** : ADP caravane tour, Le Plessis (92)

**15 décembre 10 h** : Table ADP, place de la République, et Marché de Libourne (33)

**16 décembre 18 h-20 h** : Permanence ADP, esplanade François-Mitterrand, Caen (14)

**17 décembre** : Journée d'actions santé

**17 décembre 18 h** : #8 la fabrique à idées, salle Rosa-Parks, Ramonville-Saint-Agne (31)

**18 décembre 8 h** : Pour la relaxe de Gaël (syndicaliste postier), rdv devant la préfecture de Nanterre (92)

**18 décembre 19 h** : meeting commun sur la réforme des retraites, Beauvais avec Fabien Roussel

**18 décembre 19 h** : Les migrations, et si nous en parlions simplement ?, salle Denys, Saint-Denis (93)

**18 décembre 19 h 30** : Soirée "À la découverte de la mixité professionnelle", 1 place Saint-Pierre-le-Vieux, Strasbourg (67)

**19 décembre 8 h** : Procès : Solidarité avec les syndicalistes arrêté-e-s le 9 mai, Tribunal de grande instance, Nice (06)

**19 décembre 19 h** : La commune, un territoire d'avenir, avec Ian Brossat et Gilles Leproust, salle Yvon-Luby, Allonnes (72)

**19 décembre 19 h** : Soirée hommage à Amath Dansokho, en présence de Samba Sy, ministre du Travail du Sénégal, secrétaire général du PIT, au CN, Paris 19<sup>e</sup>

Pour connaître davantage d'initiatives, consulter le site [www.PCF.fr](http://www.PCF.fr)

<http://www.pcf.fr/actions>

Vous pouvez nous communiquer vos initiatives à venir par courriel à [communistes@pcf.fr](mailto:communistes@pcf.fr)

# Les propositions communistes en débat dans le pays

**A**u moment où ces lignes ont été écrites, le Premier ministre n'a pas présenté ses propositions sur la réforme des retraites. Après des mois d'enfouissement qui ont suivi la publication du rapport Delevoye en juillet dernier, le gouvernement a échoué dans sa tentative de diversion. Il ne voulait pas que l'avenir des retraites soit discuté partout dans le pays. Il pensait que la communication sur le thème « un euro cotisé pour les mêmes droits pour tous », accompagnée d'une stigmatisation permanente des régimes spéciaux et des « privilégiés », allait répondre aux insatisfactions provoquées par les conséquences des réformes sur les retraites successives. Il pensait en avoir définitivement fini avec les organisations syndicales « contestataires ». Après le tsunami des Gilets jaunes, l'acte 2 du quinquennat allait, avec la réforme des retraites, « la mère des réformes », faire la démonstration d'une écoute, d'une approche moins arrogante et jupitérienne, avec de la concertation et de la consultation. Bref, la macronie pensait avoir trouvé une martingale pour se relancer et préparer 2022 face à Marine Le Pen.

La force de la journée du 5 décembre et ses suites redistribuent totalement les cartes. Les cortèges fournis, dans les métropoles et aussi dans les villes moyennes, ont été ceux des convergences des colères. L'ensemble de la fonction publique, d'État, hospitalière et territoriale, s'est mobilisé, tout comme le privé. Après avoir tant voulu piétiner les cheminots et les enseignants au cours des derniers mois, le pouvoir vient de prendre un sacré retour de manivelle avec la mobilisation spectaculaire dans les transports et les établissements scolaires. Dans les manifestations, il a beaucoup été question de l'avenir des retraites et aussi de la dignité des vies, de la société dans laquelle nous voulons vivre, et celle dont on ne veut pas. C'est le grand retour de la question sociale alors que le pouvoir avait tout installé pour des élections municipales se déroulant dans un climat nauséabond. Patatras, il n'est plus question du voile mais des conséquences désastreuses d'un régime par points pour moins de pension. On ne nous rebat plus les oreilles sur les quotas de migrants, ce qui est débattu c'est le niveau des salaires, l'égalité salariale femmes-hommes, les nouvelles formes de pénibilité, les nouvelles sources de financement pour consacrer une plus grande partie de la richesse nationale produite aux retraites et à notre protection sociale. La période qui vient va permettre de semer des idées. Beaucoup d'idées pour l'égalité, pour des droits nouveaux, des potentialités, des besoins à satisfaire.

Quelle va être la stratégie du gouvernement ? Il va chercher à diviser, à dresser les uns contre les autres. Il a deux objectifs prioritaires : imposer un système par points et bloquer les ressources à 14 % du PIB malgré les réalités démographiques des prochaines années. Il va multiplier les annonces pour faire la « pédagogie » d'une réforme « plus juste », notamment avec l'engagement d'une retraite minimale à 1 000 euros, sans en préciser les conditions, à savoir une carrière complète. Sans opter pour la clause du grand-père, qui consistait à renvoyer l'application de la réforme à celles et ceux qui entreraient sur le marché du travail lors de la mise en œuvre de la réforme, il peut proposer de décaler

ce qui était prévu dans le rapport Delevoye. Les générations concernées ne seraient plus celles nées après 1963 mais après 1973. Il fera des annonces sur la revalorisation du traitement salarial des enseignants, sur la pénibilité dans certains métiers avec des périodes de transition dans le futur régime plus progressives. Il peut reporter les mesures d'économies pour un retour à l'équilibre financier pour amadouer la CFDT. Faire des annonces en direction des cadres à hauts revenus. Ou encore, préciser la future gouvernance et la manière dont la valeur du point sera décidée.

Dès mercredi après-midi, après l'intervention d'Édouard Philippe, nous mettrons à disposition un vidéo de Fabien Roussel qui proposera un premier décryptage.

## Le soir, à l'initiative du PCF, se tiendra à la Bourse du travail de Saint-Denis, un meeting avec la participation de l'ensemble des formations de gauche et écologiques.

La soirée débutera par l'intervention des représentants des organisations syndicales le lendemain même de la nouvelle journée de mobilisation et de grève. Chacun pourra donc livrer son analyse de la situation sociale et politique, avancer des propositions pour une autre réforme des retraites, progressiste et apportant des réponses fortes aux besoins et aux attentes. En conclusion de ces échanges, le secrétaire national proposera une nouvelle étape de travail en commun afin d'être le plus utile à la bataille idéologique et politique. Il faut se préparer à des semaines au cours desquelles il y aura beaucoup de choses à expliquer, à décortiquer, à faire connaître. Face au rouleau compresseur des médias dominants (on ne dira jamais assez l'importance de l'excellent travail réalisé quotidiennement par *l'Humanité*), le travail de révélations, d'explications et de contre-propositions va être déterminant, comme il l'a été au moment du Traité constitutionnel européen.

Au cours des derniers mois, le travail réalisé par notre collectif sur les retraites, par la direction nationale et nos groupes parlementaires, nous permet aujourd'hui de mettre nos propositions en débat partout dans le pays. À chaque fois que le gouvernement avancera une idée, une « solution », nous serons donc en capacité d'y opposer des contre-propositions précises et argumentées. Nous allons nous appuyer sur tout ce qui s'exprime aujourd'hui dans le pays pour une amélioration du système des retraites, avec l'objectif de rendre incontournables des grands axes de transformations. Si des millions de gens passent d'une hostilité ou d'une inquiétude concernant la réforme Macron sur les retraites, à un intérêt, puis une adhésion à des propositions réellement progressives, alors le macronisme sera en très grande difficulté sur sa réforme des retraites et sur l'ensemble de sa politique.

Le duopole Macron/Le Pen n'est en rien une fatalité pour 2022. Un autre scénario est possible. La passion française pour l'égalité vient de se faire de nouveau

entendre d'une manière spectaculaire. Avec quel découché politique ? Quelle nouvelle espérance ? À partir des débats sur la réforme des retraites, c'est aussi l'avenir politique de notre pays, du mouvement social et syndical, de la confrontation entre des intérêts divergents (travail et capital), de l'articulation et de la rencontre entre différentes formes d'engagements (social, écologique, féministe), dont il s'agit. C'est à la fois passionnant et terriblement exigeant. ✪

Olivier Dartigolles

## Vu de Marseille

**C**omme dans toute la France, le jeudi 5 décembre a été synonyme de grande mobilisation à Marseille. Ce ne sont pas moins de 150 000 personnes qui ont battu le pavé pour affirmer leur hostilité au projet de réforme de retraite voulu par le gouvernement. Parmi les manifestants, de nombreux jeunes, retraités, salariés du privé et du public, avec une conscience que nous étions toutes et tous touchés et que nous devions être toutes et tous mobilisés.

Depuis, la mobilisation ne faiblit pas dans les Bouches-du-Rhône ; bon nombre de professions sont toujours en grève, d'autres ont fait le choix d'actions plus ciblées, avec comme objectif de faire grandir le niveau de conscience et de mobilisation jusqu'au retrait du projet de loi.

Aujourd'hui, comme l'indiquent clairement les récentes enquêtes d'opinion, une majorité de Français a bien compris que cette réforme avait comme objectif de faire travailler davantage, de retarder l'âge effectif de départ à la retraite avec des pensions non garanties et réduites.

C'est donc tout naturellement dans la continuité des mobilisations de ces derniers jours que la journée d'action du 10 décembre se prépare, avec là encore une prévision d'une très forte mobilisation. Pour rappel, nous sommes actuellement dans des niveaux de mobilisation semblables à ceux connus au début du mouvement de 1995. Mieux, la mobilisation ne se contente pas d'être uniquement sur une posture défensive, à savoir le seul retrait du projet de loi, mais la mobilisation porte aussi une dimension offensive.

Nous porterons pour notre part l'idée d'une réforme juste permettant à chacun de pouvoir partir à 60 ans (55 ans pour les métiers pénibles) avec une pension à taux plein, et une prise en charge des cotisations pour les périodes de non-travail (chômage, formation, maladie...).

Aujourd'hui, dans les Bouches-du-Rhône comme dans toute la France d'ailleurs, le sentiment qu'un mouvement social d'ampleur puisse l'emporter grandit de jour en jour. Ceci renforce la détermination de celles et ceux qui luttent, et permet à celles et ceux qui ne sont pas encore mobilisés de le devenir.

Plus que jamais, nous communistes, nous devons participer à redonner l'espoir en l'avenir à des millions de Françaises et de Français, et construire avec elles et avec eux un avenir meilleur. ✪

Jérémy Bacchi, membre du CEN



# Après le 1<sup>er</sup> million de soutiens, redoublons d'efforts !

**L**e 19 avril 2019, la loi Pacte était votée et autorisait le gouvernement à privatiser le groupe Aéroports de Paris, malgré le refus du Sénat. Cette privatisation, dont la rationalité économique a été longuement dénoncée, fait écho au scandale qu'a été la privatisation des autoroutes en 2006. En effet, le désengagement de l'État de secteurs stratégiques auquel nous assistons pose des problématiques de souveraineté et de sécurité, alors qu'ADP constitue notre principale porte d'entrée sur le territoire national. ADP, ce sont 13 aéroports franciliens et des participations dans 26 aéroports de 30 pays différents, avec des revenus en augmentation. Ce sont aussi près de 100 millions de passagers par an, voire 120 millions de passagers annuels d'ici à 2023, ce qui en ferait le premier groupe aéroportuaire européen. Ce sont aussi 342 millions de dividendes par an, dont la moitié pour l'État et 6680 hectares d'infrastructures et de terrains, ainsi que 355 hectares de réserves foncières dédiées à de futures activités immobilières.

C'est parce que la privatisation de ce monopole naturel comporte des risques en matière économique, sociale, environnementale et de sécurité, que 248 parlementaires se sont mobilisés afin de permettre au peuple de décider de l'avenir de ce service public national. Depuis le 13 juin, les électeurs inscrits sur les listes électorales peuvent ainsi apporter leur soutien à la proposition de loi initiée par des parlementaires de droite comme de gauche, réclamant la tenue d'un référendum sur la privatisation du groupe ADP. Mais pour être validée, cette proposition de loi référendaire doit être approuvée par un dixième des électeurs inscrits, soit 4 717 396 personnes. En ce mois de décembre, le million de soutiens a été dépassé. C'est une étape importante, un résultat remarquable qui doit être apprécié à sa juste valeur et porté au crédit des multiples initiatives prises par les militantes et les militants communistes, par d'autres forces politiques, ainsi que des associations et des syndicats.

Toutefois, il nous faut, ensemble, relancer massivement cette campagne référendaire pour espérer obtenir la tenue d'une consultation populaire. Le défi est grand, le chiffre est élevé. Mais outre l'enjeu économique et de souveraineté que représente la privatisation des Aéroports de Paris, il s'agit avant toute chose de permettre l'expression d'un droit constitutionnel : celui de pouvoir décider via un référendum de la privatisation ou non de ce bien stratégique essentiel qu'est le groupe Aéroports de Paris. Soutenir cette procédure inédite, c'est faire réussir ce premier exercice de démocratie partagée entre le Parlement et les citoyens, c'est faire vivre la démocratie, quelle que soit l'issue du référendum lui-même. Soutenir cette procédure et faciliter le recueil des soutiens en faveur du référendum, c'est aussi mettre la question des biens publics, des services publics, du rôle de l'État au cœur de notre démocratie. C'est l'occasion de dire que le peuple doit reprendre la main sur ces questions qui sont au cœur de

notre pacte social, car les biens publics sont le patrimoine de ceux qui n'en ont pas.

Or, nous ne pouvons que constater le silence assourdissant de l'audiovisuel public dans la promotion du référendum d'initiative partagée (RIP). Malgré les demandes d'entrevues aux responsables de ces médias, aucun n'envisage d'informer nos concitoyennes et nos concitoyens sur la possibilité de participer à cet exercice démocratique qu'est le RIP. Pourtant le silence de la loi ne peut exonérer les différents médias publics, télévisions et radios, de leur responsabilité, comme l'a rappelé le Conseil constitutionnel dans un communiqué du 1<sup>er</sup> juillet dernier. C'est pourquoi chacune et chacun doit se mobiliser et relancer cette campagne de soutien pour que ce droit civique nouveau puisse s'exercer de façon simple, claire et transparente.

Pour leur part, les parlementaires signataires de la proposition de loi se sont engagés en faveur de la tenue de plusieurs meetings régionaux et sur les sites des aéroports de Roissy et Orly ; 60 sénatrices et sénateurs ont saisi la Commission nationale du débat public pour qu'elle soit à l'initiative de débats partout dans le pays ; les parlementaires ont sollicité une entrevue auprès du Président de la République qui, dans son projet de révision constitutionnelle (reporté suite à l'affaire Benalla) s'était engagé à porter à 1 million le nombre de soutiens nécessaires pour l'organisation d'un référendum ; ils étaient présents au Congrès des maires, le 20 décembre dernier, pour dialoguer avec les élus locaux afin qu'ils soient acteurs de cette campagne. Les maires sont les élus les plus proches des habitants et des habitantes de leur commune. Ils peuvent être des relais et des animateurs pour contribuer à mobiliser. Outre la non-information, beaucoup de personnes n'ont pas accès à l'outil Internet. Chaque municipalité peut, comme l'a précisé le Conseil constitutionnel, mettre à disposition en mairie un agent pour aider à l'inscription des soutiens sur le site du ministère de l'Intérieur, dès lors que les personnes sont inscrites sur les listes électorales et sont munies de leur carte d'identité ou de leur passeport. Bien entendu, la question des moyens est posée, surtout dans cette période d'austérité subie par les collectivités territoriales, en particulier les communes. Il faut savoir, et c'est important, que ces initiatives clairement distinctes de toute autre action électorale ou politique ne pourront être imputées aux comptes de campagne affectés aux élections municipales à venir.

Ensemble, nous pouvons exiger que l'État garantisse le respect de ce droit constitutionnel nouveau : celui de participer à une procédure de référendum d'initiative partagée. ✪

**Eliane Assassi**  
présidente du groupe CRCE au Sénat



## CITÉ DE LA MUETTE

### UN DOCUMENTAIRE EXCEPTIONNEL SUR L'HISTOIRE DU CAMP DE DRANCY

EN PRÉ-ACHAT AVANT SA SORTIE FIN JANVIER 2020

Réalisé par Jean-Patrick Lebel en 1986, *Cité de la Muette* est le premier documentaire consacré au camp de Drancy.

Le film ausculte les lieux de l'internement, exhume des archives et, surtout, donne la parole à des témoins encore jeunes, dont beaucoup livrent leur expérience pour la première fois devant une caméra.

Ces entretiens constituent de précieux matériaux pour l'histoire de la déportation et de la résistance.

Parmi eux, celui de **Paulette Sarcey, résistante au sein d'un groupe de jeunes communistes de la MOI** (main-d'œuvre immigrée), publié dans son intégralité, est remarquable pour la précision de ses souvenirs et son sens du récit.

#### Contenu du Coffret DVD

2 DVD contenant le film "Cité de la muette" et "L'entretien avec Paulette Sarcey"

1 livret de 40 pages.

Tarif : 19 euros (frais de port offert)

Paiement par chèque à l'adresse :

**Ciné-Archives**, 2 place du Colonel-Fabien  
75019 Paris

Livraison autour du 15 janvier 2020

**Maxime Grember**  
responsable des archives Ciné-Archives

# L'ESS : levier de développement des territoires

## A. De quoi parle-t-on ?

### 1) Les valeurs.

Les acteurs de l'Économie sociale et solidaire (ESS) prônent le développement durable/soutenable, ils revendiquent l'économie comme moyen et non comme finalité (lucrativité limitée), la gestion des structures est autonome et indépendante, la notion de solidarité entre les individus (mais aussi entre les structures) est prédominante.

### 2) Les principes.

Complémentaire du secteur public, l'ESS [qui regroupe les associations, les coopératives d'activité et d'emploi (CAE), les sociétés coopératives d'intérêt collectif (SCIC), les sociétés coopératives (SCOP), les fondations et les mutuelles] est fondée sur les principes suivants :

- Utilité sociale (services aux personnes et aux collectivités)
- Développement durable
- Démocratie
- Consolidation économique (et non capitalisme)

### 3) Le poids économique (sources : ESSpace, France bénévolat et ministère de l'Économie).

Le poids relatif de l'ESS dans l'ensemble de l'économie européenne est de plus en plus significatif. Pour le seul territoire français, les chiffres à fin 2016 sont les suivants :

- + 25 % de salariés depuis 2000
  - 3,2% du PIB provient de l'activité des associations
  - 13,9 % des emplois privés, dans 200 000 structures
  - 53 % des Français-es sont ou ont été bénévoles dans une association (dont 41 % des moins de 35 ans)
  - 66 % de pérennité des SCOP après 5 ans d'activité
  - 2 500 coopératives en France (dont 2 000 SCOP) = plus de 50 000 salarié-e-s
  - 100 milliards € de valeur ajoutée créée
  - 221 325 structures labellisées ESS
  - 600 000 postes disponibles à l'horizon 2020 (créations et remplacement de retraités).
- L'ESS est aussi une économie du quotidien pour tou-te-s les Français-es :
- 3 véhicules particuliers sur 5 et la moitié des deux-roues motorisés sont assurés par une mutuelle
  - Plus de 8 établissements d'enseignement culturel sur 10 sont de l'ESS (écoles de danse, de musique, de théâtre...)
  - La moitié des établissements d'accueil de jeunes enfants (crèches, halte-garderie...) et 9 établissements d'accueil d'enfants handicapés sur 10 sont de l'ESS
  - 54 % des complémentaires santé sont des mutuelles

- Les banques coopératives représentent 60 % de l'activité de la banque de détail

- Plus de 90 % des clubs de sport sont des associations.

## B. Les enjeux

### 1) Fondements politiques.

Marx s'est exprimé sur les associations coopératives, les coopératives ouvrières, les réunions d'hommes libres et les firmes autogérées de façon le plus souvent positive. Il y voit « du très possible communisme » et des « forces transformatrices (...) qui montrent pratiquement que le système actuel de subordination du travail au capital, despotique et paupérisateur, peut être supplanté par le système républicain de producteurs libres et égaux ». Mais Marx envisage déjà la soumission à l'État bourgeois par le versement de subventions.

Ainsi, les associations ne peuvent être cantonnées aux actions caritatives non rentables.

### 2) Enjeux nationaux.

Diverses études montrent que les citoyen-ne-s aspirent à des alternatives et souhaitent, entre autres :

- consommer responsable
- contrôler l'utilisation de leur épargne
- inventer de nouvelles relations sociales
- maîtriser leur travail
- utiliser les logiciels libres...

La loi de 2014 pour le développement de l'ESS, dite « loi Hamon », engage l'État et les collectivités autour de 5 objectifs :

- consolider le réseau, la gouvernance et les outils de financement des acteurs de l'ESS
- reconnaître l'ESS comme un mode d'entreprendre spécifique
- renforcer les politiques de développement local durable
- provoquer un choc coopératif
- redonner du pouvoir d'agir aux salarié-e-s.

Au regard de ces éléments, il nous est permis de dire que l'ESS est un des outils de dépassement du capitalisme, car elle :

- redonne un sens politique et social à l'activité économique
- propulse la démocratie au cœur du système productif
- participe à l'évolution des notions de propriété, d'entreprise, de valeur, en prise directe avec la réalité
- modifie le résultat de la production, son influence territoriale et sociale
- articule de manière cohérente le pourquoi nous produisons avec le comment nous le faisons.

Dans le cadre de sa *Stratégie Europe 2020*, l'Union européenne développe

un train de mesures en faveur de l'ESS, tant pour des raisons de croissance économique que de cohésion sociale.

### 3) Enjeux locaux.

Porter un projet municipal appuyé sur le développement local de l'ESS, c'est porter un projet :

- répondant aux besoins sociaux des habitant-e-s du territoire, par des acteur-ice-s du territoire
- renforçant le lien social, par la mise en œuvre effective du vivre et surtout du faire-ensemble
- promouvant des emplois non délocalisables, puisque ancrés aux réalités de la Cité
- maintenant les services publics de proximité
- favorisant l'innovation sociale, notamment dans les réponses apportées par le secteur associatif.

La compétence économique est souvent portée par les communautés de communes ou l'agglomération. C'est pourquoi, les futur-e-s élu-e-s communautaires auront à promouvoir l'ESS, car l'enjeu est fort pour les communes : mise en œuvre des valeurs du développement durable et de la solidarité, poursuite du soutien à la vie associative, développement de l'emploi local non-délocalisable et porteur de sens sociétal.

## C. Des propositions (inter)communales en vue des élections municipales

Développer les mobilités douces (cf. Coop'cycle ou Mobi'coop)

Encourager les monnaies locales

Faire émerger les pôles territoriaux de coopération associative (PTCA)  
Garantir la pérennité des actions associatives par la signature de conventions pluri-annuelles

Inscrire dans les marchés publics une clause de préférence aux acteurs de l'ESS, comme l'autorise la réglementation

Instaurer une charte locale d'engagement réciproque associations/collectivités locales

Soutenir les associations pour le maintien de l'agriculture paysanne (AMAP), les groupements d'acheteurs et les systèmes d'échanges locaux (SEL)

Utiliser la forme des SCIC pour reprendre la gestion de l'eau et des énergies en régie publique

Valoriser le bénévolat et les mises à disposition en nature dans les budgets 🌟

Caroline Besse, co-animatrice  
Réseau ESS, PCF

# Sommet sur l'Ukraine

## Le gouvernement français doit faire pression pour le retour à la paix



**L**e sommet dit du « format Normandie » réunit aujourd'hui à Paris l'Ukraine, la Russie, l'Allemagne et la France. Il est temps d'aller au-delà des déclarations d'intention et de mettre en place des mesures concrètes pour mettre fin à un conflit meurtrier qui a fait au moins 13 000 morts et 1,5 million de déplacés depuis 2014 dans l'Est de l'Ukraine. Il est urgent que cesse l'effusion de sang en Ukraine !

Le gouvernement ukrainien et le nouveau président Volodymir Zelinski, élu sur l'espoir d'un retour à la paix, a de nombreuses cartes en main pour mettre en œuvre concrètement les accords de Minsk et la « formule Steinmeier ».

Le gouvernement français doit faire pression pour qu'il les utilise.

Le PCF soutient les demandes suivantes, qui ont été à de nombreuses reprises formulées par le Parti Communiste d'Ukraine et les forces de gauche et pacifistes ukrainiennes :

1- Pour l'ouverture d'un large dialogue national à l'échelle de l'Ukraine tout entière, en y incluant les territoires non contrôlés par Kiev à l'Est, de l'ensemble des forces sociales, citoyennes et politiques, pour déterminer le chemin d'un retour à la paix, les mécanismes pour un réel cessez-le-feu et les conditions pour obtenir un large accord citoyen dans le pays.

2- Pour la mise à l'ordre du jour de la fédéralisation du pays et de

l'évolution de la constitution du pays afin de permettre aux régions qui le demandent de pouvoir régler les problèmes humanitaires, économiques et sociaux au plus près des populations.

3- Pour l'ouverture d'un dialogue direct sur l'application des Accords de Minsk entre le gouvernement ukrainien et les représentants des territoires non contrôlés par Kiev dans les régions de Donetsk et de Lougansk.

4- Pour la neutralité de l'Ukraine, afin de la soustraire à l'influence de l'OTAN.

La question est désormais posée d'ouvrir un large dialogue pan-européen sur la paix, la coopération et la sécurité collective en Europe, en y incluant la Russie. Le PCF appelle à ce que les déclarations d'Emmanuel Macron sur la nécessité d'un « dialogue stratégique » avec la Russie soient suivies d'effet. L'heure



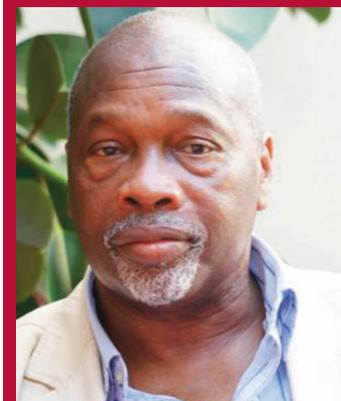
est à une conférence sur le modèle de celle d'Helsinki débouchant sur un traité pan-européen de coopération, de paix et de sécurité collective. Le PCF appelle au départ de la France de l'OTAN et à la dissolution de ce dernier. C'est urgent et nécessaire pour stopper la course aux armements et les bruits de bottes en Europe ! ✪

**Parti communiste français,**  
8 décembre 2019

## HOMMAGE à Amath DANSOKHO

### Une vie d'engagement au service de la liberté et du progrès au Sénégal et pour l'Afrique

*Notre ami et camarade Amath DANSOKHO nous a quittés. Fondateur du Parti de l'Indépendance et du Travail du Sénégal, plusieurs fois ministre, acteur majeur des luttes pour l'émancipation des peuples du continent, ses combats sont d'une grande actualité. Il nous a transmis un message de lutte et d'espoir qu'il faudra poursuivre.*



*En présence de Samba SY, ministre du travail du Sénégal et secrétaire général du PIT, Pierre LAURENT, Sénateur de Paris, président du Conseil national du PCF, Alain OBADIA, président de la Fondation Gabriel Péri, Lydia SAMARBAKSH, membre du CEN et responsable des Relations internationales, Christian PICQUET, membre du CEN du*

*PCF, et de nombreuses personnalités, artistes et représentants d'organisations politiques, syndicales ou sociales, nous serons honorés de votre présence, jeudi 19 décembre 2019, à 19h au siège du PCF, place du Colonel Fabien à Paris.*

**LIEN POUR S'INSCRIRE:**  
[https://www.pcf.fr/soiree\\_hommage\\_amath\\_dansokho](https://www.pcf.fr/soiree_hommage_amath_dansokho)

# Mobilisation contre la réforme des retraites vue par le MJCF

**L**a contestation contre la réforme des retraites a rassemblé pas moins de 1,5 million de personnes dans les rues. Parmi elles, de nombreux jeunes étaient présents dans les manifestations.

## Les jeunes dans les cortèges

Qui a dit que les retraites n'étaient pas une affaire de jeunes ? Jeudi dernier, des milliers d'entre eux sont descendus dans les rues, partout en France, pour dénoncer la réforme des retraites. Les jeunes ont très bien compris que cette réforme allait particulièrement les toucher. Alors que, dans le système actuel, les 25 meilleures années sont prises en compte pour calculer le montant de la pension de retraite, désormais l'ensemble des années vont être prises en compte. Il ajoute ainsi dans le calcul de la retraite des années d'exploitation à temps partiel, postes particulièrement occupés par les jeunes. Le gouvernement cherchait et cherche encore à diviser les générations entre elles, en évoquant la possibilité que seuls les plus jeunes pourraient être concernés par la réforme. Ils ont fait la meilleure réponse possible au gouvernement en se mobilisant et en clamant leur refus de la mise en place d'une telle réforme.

Les jeunes communistes ont répondu à l'appel de l'intersyndicale et étaient à la tête de l'ensemble des cortèges jeunes des manifestations. Ainsi, de Lille à Toulouse, en passant par Paris, Orléans, Rennes, Le Havre, Rouen, Bordeaux et de nombreuses autres villes, les jeunes communistes étaient massivement présents et ont organisé les jeunes lors de ces manifestations. En plus de dénoncer la réforme, ils ont scandé leur volonté d'une nouvelle réforme. Les cortèges jeunes ont ainsi revendiqué l'arrêt des exonérations de cotisations qui représentent un manque à gagner colossal pour les caisses de la Sécurité sociale. Cet argent doit permettre aussi bien aux anciennes qu'aux nouvelles générations de partir à la retraite à 60 ans à taux plein, et permettre à la Sécurité sociale de financer un revenu étudiant pour faire en sorte que chaque jeune sorte de la précarité et se forme dans de bonnes conditions.

Alors que de nombreux jeunes, notamment lycéens, faisaient leurs premières expériences démocratiques, le gouvernement a encore une fois

fait le choix de la répression pour empêcher les jeunes de s'exprimer.

## Le gouvernement (comme à son habitude) a choisi la répression plutôt que le dialogue

Ainsi, de nombreuses universités, où des assemblées générales étudiantes devaient se tenir, ont été fermées pour empêcher les étudiants de s'organiser et de débattre de la réforme des retraites. Pire encore nous avons vu, tout au long de la semaine dernière, les mobilisations de jeunes se faire violemment réprimer par les forces de l'ordre. Certaines images choquantes de jeunes lycéens se faisant tirer dessus au flashball ou se faisant charger par les forces de l'ordre aux abords des lycées ont fait le tour des réseaux sociaux. Le message du gouvernement est clair : il veut mater la mobilisation des jeunes et les empêcher de s'exprimer. Cette forte répression représente un énorme déni de démocratie de la part du gouvernement. Alors que les médias nous rebattent les oreilles en nous disant que les jeunes ne s'intéressent plus à la politique, nous avons là l'exemple concret que cela est faux, et même que c'est le gouvernement qui cherche à museler toute contestation de ses politiques qui viendrait de la jeunesse. ✪

Léon Deffontaines  
secrétaire général du MJCF



## PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

**Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face-à-face Macron-Le Pen.**



**Je verse :** ..... € **Ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant.**

NOM : ..... PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

CODE POSTAL ..... Ville .....

**Chèque à l'ordre de "ANF PCF"**  
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

## COMMUNISTES

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19<sup>e</sup> **COMITÉ DE RÉDACTION :** Igor Zamichiei [directeur], Gérald Briant, Léon Deffontaines, Yann Henzel, Méline Le Gourriérec, Delphine Miquel, Laurence Patrice, Yann Le Pollotec, Julien Zoughebi. **RÉDACTION :** Gérard Streiff [Tél. : 01 40 40 11 06] Mèl : [communistes@pcf.fr](mailto:communistes@pcf.fr) **RELECTURE :** Jacqueline Lamothe **MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE :** Zouhair@NAKARA.info [Tél. : 06 07 99 90 81] Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA